

UNE SENSIBILITE POLITIQUE DE GAUCHE : LE VAR RURAL AU DEBUT DU XX^e SIECLE ¹

I

S'il est un fait établi et confirmé, c'est bien l'ancrage à gauche, aujourd'hui séculaire, de la France méditerranéenne, et, plus précisément encore, de la Basse-Provence orientale. Les premières élections au suffrage universel du printemps 1848 avaient ouvert la voie. 1851 vint affirmer la profondeur de l'engagement. Var et Basses-Alpes furent en effet les seuls départements où la résistance armée au coup d'Etat bonapartiste alla jusqu'au bout dans sa tentative de sauvetage de la République, à partir des pouvoirs locaux reconquis ². Vingt ans plus tard, Marseille et Narbonne eurent leur Commune méditerranéenne ³, rares exceptions dans une

1. Principales références bibliographiques :

M. AGULHON : « La tradition politique du Midi méditerranéen », dans *Permanences méditerranéennes de l'Humanisme*, Paris, 1963.

M. AGULHON : *La République au village*, Paris, 1970.

M. AGULHON : *Une ville ouvrière au temps du socialisme utopique, Toulon de 1815 à 1851*, Paris-La Haye, 1970.

E. CONSTANT : *Le département du Var sous le Second Empire et au début de la III^e République*. Thèse Lettres, Aix-en-Provence, 1977, dact.

T. JUDT : *Socialism in Provence, 1871-1914*, Cambridge, 1979.

L.A. LOUBERE : *Radicalism in Mediterranean France : its rise and decline, 1848-1914*, Albany - New York, 1973.

P. de PRESSAC : *Les forces historiques de la France. La tradition dans l'orientation politique des provinces*, Paris, 1928.

Y. RINAUDO : *Les paysans du Var (fin XIX^e-début XX^e)*. Thèse Lettres, Aix-en-Provence, 1978, Lille, 1982.

S.F.I.O. : *Histoire et vie de la Fédération du Var*, Toulon, 1936.

2. Cf. M. AGULHON, *1848 ou l'apprentissage de la République*, Paris, 1973. Sur la Drôme, elle aussi en partie soulevée, voir Ph. VIGIER, *La II^e République dans la région alpine*, Paris, 1963.

3. Bordeaux, autre ville méridionale, eut également la sienne.

province méfiante vis-à-vis des trublions parisiens, et qui se souciait bien davantage, même chez les « Rouges » radicaux, d'un simple élargissement des libertés communales. Aussi, à l'heure où la République s'installe enfin solidement, la France méditerranéenne apparaît-elle déjà lestée d'un « gauchisme » affirmé, sinon toujours bien défini. Et, constatation qui parut longtemps étonnante⁴, les campagnes y participent largement⁵, à un double point de vue :

— Démentant les généralisations admises sur la campagne — musée social et politique, vouée au conservatisme tous azimuts —, ici le Mouvement l'emporte. Et ces ruraux, ces paysans qui choisissent la Gauche, ne sont pas simplement des électeurs mais encore des militants actifs.

— D'autre part, la Gauche qui les séduit n'est pas statique, immobile. C'est, au contraire, l'extrémisme, constamment rajcuni, de l'éventail politique national. Ce sont bien des paysans « rouges » qui vivent ici, avec une conception de la Gauche déjà solidement dessinée : pas seulement la République, mais encore le Progrès, en clair, la Démocratie politique et sociale, défendue au niveau des grands principes et aussi vécue sur place. Aux extrémités de la séquence chronologique envisagée, deux faits sont éloquentes à cet égard :

- Les insurgés varois de 1851 sont, largement, des ruraux et parmi eux les paysans sont nombreux. M. Agulhon l'a montré avec précision et l'imaginaire local en a conservé comme le souvenir d'une « guerre des paysans » pour la République, c'est-à-dire la Liberté et le Progrès⁶.

- En 1914, sur les quatre socialistes élus députés, trois représentent des circonscriptions rurales (Brignoles, Draguignan), ou largement rurales (Toulon III)⁷. Certes, ce socialisme est loin de satisfaire toujours aux « normes » des orthodoxes. Les connaissances théoriques sont faibles. Et des élus de premier plan comme O. Vigne (député P.S.U. de Brignoles depuis 1902), ou Renaudel (député de Toulon III en 1914) connaîtront un destin politique aux méandres inquiétants⁸. On voit bien aussi comment ce socialisme prend le relais de l'ancien radical-socialisme⁹. Mais plus encore,

4. Voir de PRESSAC, *op. cit.* ; et l'auteur — comme bien d'autres avant lui et après — d'avancer des explications par « le tempérament latin » et le « comportement excessif » des Méridionaux.

5. M. AGULHON, *La République au village*.

6. Entretien, Brignoles, 1981.

7. Le Var a élu 5 députés. Seul celui de Toulon I, le radical-socialiste, douteux, Abel, n'est pas socialiste. Brignoles a réélu Octave Vigne et Draguignan Gustave Fourment. Renaudel l'emporte à Toulon III. Enfin, à Toulon II, Berthon, socialiste allemaniste, est victorieux.

8. Dictionnaire biographique du Mouvement ouvrier français, T. 15.

9. C. WILLARD, *Les guesdistes*, Paris, 1965.

il dépasse l'héritage de cette gauche assoupie par la réalisation de son programme et dévalorisée par ses insuccès (crise viticole du début du XX^e siècle), et il reste incontestablement un extrémisme. Sans affirmer qu'il soit le seul porteur de la véritable flamme révolutionnaire¹⁰, il propose alors, dans les associations agricoles qu'il anime (surtout les coopératives agricoles), des exemples de socialisme pratique, véritables écoles d'une libération économique et sociale¹¹. Au moins autant qu'aux « ouvriers » de Toulon, le Var doit sa coloration révolutionnaire à ses paysans. Plus généralement encore, les campagnes varoises sont devenues, au début du XX^e siècle, le cœur du socialisme rural méditerranéen¹².

Ainsi, dans ce pays du « Mouvement », qui en suit et en accepte les successives formules — depuis l'adhésion à la République, massivement confirmée en 1871, jusqu'à la nouvelle gauche socialiste de la fin du siècle, en passant par le radical-socialisme des années 80¹³ —, la sensibilité de gauche se fortifie de tout un héritage, constamment réactivé et élargi. Cet enracinement dans l'espace et dans le temps nourrit cette dynamique permanente, pour qui l'extrémisme d'aujourd'hui est le conservatisme de demain. Certes, il s'appuie sur un milieu social favorable : je rappellerai seulement, sans insister, la solidité d'une « démocratie » paysanne, dominée par une masse de petits propriétaires exploitants (plus de 75 % du total des propriétaires). Mais comptent aussi et surtout d'autres réalités profondes et durables, ensemble de structures porteuses de démocratie par où passent les formules les plus progressistes. En même temps, s'y ajoute la séduction d'une symbolique engagée particulièrement prégnante.

II. - UN JEU DE STRUCTURES FAVORABLES

Dans une perspective un peu didactique et simplifiée, ces structures se repèrent, progressivement décantées et de plus en plus formalisées, depuis l'héritage conservé de pratiques communes et communautaires, jusqu'au foisonnement d'institutions protéiformes.

1 - *L'héritage conservé.*

Localement, l'histoire a légué une forte pratique de relations sociales et la participation collective à la gestion communale. Attestée durant le Bas Moyen Age¹⁴, l'existence d'institutions régulatrices de la vie des

10. T. JUDT, *op. cit.*

11. Y. RINAUDO, « Coopérative et pouvoir économique : l'exemple du Var au début du XX^e s. » dans *Cahiers de la Méditerranée*, Colloque de Bendor, 1978.

12. Beaucoup plus que le Vaucluse par exemple (Cl. MESLIAND, *Paysans du Vaucluse*, Thèse Lettres, Nanterre, 1981) ou que les Alpes-Maritimes, l'arrondissement de Grasse (naguère varois) et l'outre-Var étant beaucoup plus modérés, en retard d'un extrémisme si l'on veut : ils sont radicaux-socialistes quand le Var est socialiste.

13. Les républicains obtiennent près de 57 % des exprimés en février 1871 (31 % des inscrits). La liste Clemenceau dépasse 41 % des inscrits en 1884. Enfin, plus de 30 % des inscrits votent socialistes en 1914.

14. N. COULET, L. STOUFF, « Les institutions communales dans les villages de Provence du Bas Moyen Age » dans *Etudes Rurales*, janvier-mars 1977.

communautés s'est développée par la suite pour aboutir, à la veille de la Révolution, à une sorte d'autogestion communale avec prise en charge, par la communauté elle-même, des principaux besoins sociaux¹⁵. Cet apprentissage d'administration et de politique locales reste encore réservé à une élite. Ce sont, en effet, des oligarchies qui détiennent le pouvoir, mais avec deux correctifs majeurs : d'abord, l'écart souvent modéré entre « les plus importants » et la masse des autres villageois atténué ainsi leur sentiment d'exclusion ; en même temps, cette relative homogénéité¹⁶ conserve chez tous l'espoir et le goût de la participation au débat public.

Très tôt, donc, existent un sentiment et aussi une pratique de participation active aux destins de la communauté. C'est le moment d'insister sur deux facteurs qui me paraissent déterminants.

- *D'abord, le cadre de vie*, le bâti villageois qui, dans un pays où l'habitat groupé l'emporte largement, multiplie les occasions de rencontres, de discussions. C'est, on le sait, un trait vieux comme les civilisations méditerranéennes. Mais, dès lors que la Liberté et l'Egalité étaient officiellement proclamées, elles trouvaient là le support le mieux adapté à leur expression et réalisation publiques. La place du village, où la République se proclame et s'installe statufiée — j'y reviendrai —, les rues et les boutiques où elle se discute, tous ces espaces quotidiennement fréquentés où chacun est sous le regard de tous, deviennent alors des incitateurs et des vérificateurs publics de comportements individuels. Sans verser dans un quelconque déterminisme « architectural », il faut bien convenir de l'existence de conditions de vie collective porteuses d'une virtualité politique sans ambiguïté : par nature, l'assemblée et le contrôle publics sont d'essence démocratique.

- S'y ajoute un second facteur sur lequel il faut peut-être davantage insister, surtout parce qu'il a été trop souvent négligé, voire carrément nié. Je veux parler des *pratiques communautaires agricoles*, bien vivantes ici sous la forme de l'usage des biens communaux. Pour rester dans le cadre de l'étude et pour simplifier, je rappellerai d'abord que l'administration et l'exploitation des biens communaux, dévolus aux municipalités, se font selon « les règles et usages en vigueur », qui remontent, comme l'écrivent souvent leurs défenseurs, « à des temps immémoriaux » et sont « le fruit du consentement général »¹⁷. Il leur reste quand même à respecter le cadre des grandes lois générales postérieures, comme, par exemple au XIX^e siècle, le code forestier de 1827, ce qui ne va pas sans conflits.

15. M. DERLANGE, *Les communautés d'habitants en Provence au XVIII^e s.*, Thèse Lettres Nice, 1979, dact.

16. Qui a aussi un aspect « professionnel » : la polyactivité est la règle et la spécialisation l'exception.

17. Sur tout ceci, le plus clair est R. GRAFFIN, *Les biens communaux en France. Etude historique et critique*, Paris, 1891.

D'autre part, ces biens communaux (terres vaines, landes, bois) couvraient ici de belles surfaces : 10 % du sol en 1876-77 (27 % dans les Basses-Alpes, 17 % dans les Alpes-Maritimes, 12 % dans le Vaucluse, 8 % dans les Bouches-du-Rhône ; moyenne nationale : 8 %), avec des communes (Haut-Var, pays forestiers) particulièrement bien pourvues (Comps : 27 % du sol communal, Rians et Aups : 24 %, Tanneron : 40 %). Souvent encore importants aujourd'hui, ils ont été âprement défendus contre les empiètements extérieurs de l'Etat ou des personnes privées, soucieux d'une gestion plus rationnelle et, disaient-ils, moins prédatrice. Ces menaces multipliées dans la première moitié du XIX^e siècle, lorsque s'amorce la conquête des campagnes par l'économie de type capitaliste, ont gonflé de forts dossiers de conflits¹⁸. C'est que, pour bien des paysans, et surtout les plus pauvres, ces biens étaient alors vitaux. Sans eux, pas d'élevage de complément, pas de bois, pas d'« engrais », ni de litière... Face aux spoliateurs potentiels ou affirmés, ils font bloc, et les communes concernées s'empressent de tirer parti de l'ordonnance du 13 juin 1819 sur la récupération des biens communaux usurpés (Fox-Amphoux, Fréjus, Gonfaron, La Garde-Freinet¹⁹). Les partages de biens communaux non boisés (autorisés par les lois révolutionnaires des 14 août 1792 et 10 juin 1793) qui eurent lieu à la fin du XVIII^e siècle, préservèrent les droits exclusifs de la communauté en réservant les lots aux seuls habitants domiciliés (Le Cannet du Luc, Germinal an II, Vidauban, Fructidor an X ; mais il y eut un partage antérieur²⁰), tandis que le grand nombre de lots délimités pouvait refléter le souci de ne pas exclure les moins fortunés (750 lots au Cannet du Luc). Ce souci semble confirmé lors des ventes ou tentatives de ventes aux enchères ultérieures, à Vidauban (projet approuvé le 12 août 1849 par le Conseil municipal, 16 ha, 21 lots), La Garde-Freinet (75 lots pour 660 ha, 1850 ; mise à prix maximum : 3.000 F pour 9 ha 68 de pins ; mise à prix minimum : 68 F pour 2 ha 80 de terres essartées) et Gonfaron (32 lots pour 138 ha, 1865 ; 1 lot de 5 ha 50 ; 4 entre 2 et 5 ha ; 7 entre 1 et 2 ha ; tout le reste est inférieur à 1 ha, avec un minimum de 0,09, 74 ha).

Cette histoire, quelquefois fort agitée, a ainsi légué à la postérité toute une tradition défensive et contestataire, pour préserver une gestion communautaire et égalitaire qui régulaient encore l'activité économique et protégeait l'équilibre social de la cellule villageoise. Cet aspect de la participation à la vie communale révélait aussi l'existence de pratiques communautaires dans le travail paysan. Exclues des champs, celles-ci s'exprimaient dans la jouissance collectivement réglée et pratiquée des biens

18. Pour la forêt, voir M. AGULHON, *La République au village*.

19. A.D.V. 2 0 60/6, 61/6, 63/5, 67/5.

20. 2 0 65/1, 151/6.

communaux²¹. Ainsi s'équilibrait un « individualisme » paysan favorisé par la dispersion des parcelles, le morcellement du terroir et le développement de cultures pluriannuelles, vite commercialisées (oliviers puis vignes). En même temps, était préparé le terrain pour l'accueil d'autres types, idéologiques ou pratiques, de gestion collective. Et c'est pour cela que limiter le socialisme rural à un radical-socialisme rajeuni me semble bien trop restrictif, pour ne pas dire superficiel.

Ainsi, une société rurale, relativement homogène, a reçu en héritage un cadre d'activités très favorable aux contacts et aux pratiques collectives. Libre d'entreprendre dans ses terres, le paysan est, partout ailleurs, participant d'un réseau de solidarités communales à tendance égalitaire. Fortement enracinées dans l'histoire locale, celles-ci apparaissent comme des expressions informelles mais solides, à tonalité démocratique, d'une sociabilité plus vaste, mieux connue à travers le bourgeonnement de nombreuses associations.

2. *La plasticité du mouvement associatif.*

La richesse du mouvement associatif n'est pas une particularité locale²². Encore faut-il souligner qu'ici les « sociétés » semblent à la fois plus diversifiées et plus ouvertement politisées.

La plasticité institutionnelle ne doit pas tromper : sous la nouveauté des créations, c'est l'esprit associatif, modelé par les conditions locales, qui dure. Seulement, sensible au temps qui passe, il n'arrête pas de recomposer son visage. Dans l'ensemble des structures à virtualité démocratique, il représente, si l'on veut, l'écho fidèle d'une modernité bien accueillie.

Quant à la politisation, elle renvoie, bien sûr, à cet engouement pour la chose publique, lui aussi vieux comme les civilisations méditerranéennes. Les difficultés économiques et sociales de la fin du siècle comme les progrès de l'instruction ne peuvent que le renforcer. De son côté, le laminage des extrêmes sociaux au choc des crises a dilué l'influence du notable, effacé bien des timidités et finalement libéré plus largement le désir de participation au débat public. Le « bourgeois » de la ville ou du village, naguère encore, a pu montrer la voie et servir de « modèle » au villageois de base. Désormais, de plus en plus, ce dernier entend bien décider par lui-même. Et il ne faut pas, à cet égard, être dupe d'un taux d'abstention électorale relativement élevé²³ : le vote peut très bien représenter seulement une péripétie secondaire de l'engagement politique, vécu au travers de la participation active à la vie de nombreuses associations.

21. Un autre exemple, moins « pur » cependant, est celui de l'eau, rare et distribuée après concertation des ayants droit. Mais il s'agit ici d'un bien sur lequel tous les habitants ont leur mot à dire.

22. M. AGULHON, M. BODIGUEL, *Les associations au village*, Actes-Sud, 1981.

23. Taux supérieurs à 40 % dans 5 consultations sur 11 (1^{er} tour); tous les autres entre 30 et 40 % sauf 1877 (24,5, minimum; maximum: 44,7 % en 1881).

A la fin du XIX^e siècle, parmi ces associations rurales largement traversées par le débat public, certaines fonctionnent clairement comme de véritables supports de Démocratie : les cercles, les syndicats et les coopératives.

Les cercles représentent alors une tradition déjà ancienne, héritée en particulier des confréries de Pénitents de l'Ancien Régime. On sait leurs débuts dans la première moitié du XIX^e siècle²⁴. Laïcisés et devenus plus populaires sous le nom de Chambres, chambrettes, ils s'ouvrent à la politique avec la II^e République. Puis, après la censure impériale, les libertés retrouvées avec la République assurent leur renaissance foisonnante, sous le nom prestigieux et généralisé de cercle. Rares en sont les villages dépourvus. Et bon nombre d'entre eux, sans scrupules et malgré leurs statuts, basculent dans l'action politique, parfois avec délectation. Pour résumer, à partir de nombreux exemples analysés par ailleurs²⁵, les cercles deviennent alors les véritables structures politiques permanentes de l'époque, précédant celles que les partis politiques nationaux ne parviendront à implanter, difficilement, que plus tard. Car, ni les radicaux-socialistes, incapables de faire vivre leur évanescence fédération départementale, ni les socialistes unifiés du début du siècle, ni, à plus forte raison, les droites, très vite fortement minoritaires, ne disposeront, avant la première guerre mondiale, d'antennes locales permanentes. Les comités électoraux, qui remontent aux premiers combats républicains, s'évanouissent hors du temps des consultations électorales. Seuls les cercles, quotidiennement fréquentés et, malgré dissolutions (47 cercles républicains fermés ou dissous par l'Ordre Moral entre mai et octobre 1877) ou disparitions, inlassablement reconstitués, s'inscrivent alors dans la durée. Certes, tous ne sont pas « politisés » (du moins d'une façon repérable), ni monocolores. Chacun sait que, surtout dans les communautés les plus importantes, « Rouges » et « Blancs » ont chacun le leur²⁶, les Rouges étant probablement les plus nombreux. De toute façon, ce qui importe en l'occurrence, c'est bien de voir le cercle, production typique du milieu local²⁷, fonctionner comme lieu de discussion, de prise de position et finalement d'éducation civique, et ce dans le cadre de statuts à caractère « démocratique » (responsable élus et temporaires).

Abonné à la presse (lecture de journaux « cramoisis », cercles de l'Union démocratique, La Fraternité, l'Egalité, Le Muy, octobre 1873 ; l'Union industrielle, Vidauban, mars 1873), accueillant des invités, parfois hommes politiques connus, arborant ses préférences (buste de Marianne,

24. M. AGULHON, *op. cit.*

25. Y. RINAUDO, *Les paysans du Var...* ; A.D.V. 8 M 16-1 et sq.

26. Les Cercles de Provence sont blancs. Les Cercles du 14 juillet, 1789, radicaux, etc., ont des appellations suffisamment explicites.

27. Les cercles ruraux, en effet, semblent beaucoup moins nombreux ailleurs.

cercle des Agriculteurs, Cabasse, 1873 ; drapeau surmonté d'un emblème, figure plus bonnet phrygien, Union républicain, Varages, 1873 ; tableaux révolutionnaires : portraits de Gambetta, Barbès, Mirabeau, prise de la Bastille, à l'Union, Pourrières, 1875 — portraits de Marat, Danton, Robespierre, Garibaldi, cinq cercles de Saint-Maximin, octobre 1873...) et participant à la stratégie, parfois subtile, de la désignation des candidats aux élections²⁸, il joue le rôle d'une école d'information et de formation politique, à l'usage d'une population encore éloignée, par son insuffisante alphabétisation, d'un accès direct aux médias de l'époque. Foyers quasi uniques d'une culture orale et visuelle, commentée, discutée, efficace — il faudrait pouvoir jauger l'influence des représentations politiques spectaculaires, tableaux et Mariannes —, ils sont le canal par où passent les messages des partis nationaux ; Gambetta ne s'y était pas trompé, qui recommandait leur multiplication²⁹.

Ainsi, ces carrefours sociaux, fréquentés par toutes les catégories de villageois, s'enrichissent d'une dimension idéologique, du type, en quelque sorte, de celle qui jadis rapprochait les confréries pénitentes³⁰. Et pour la gauche, portée par le milieu social, ils sont finalement perçus comme la Démocratie en action.

C'est une formule analogue que, dans ce domaine, reprennent les mouvements syndical et coopératif du début du siècle. Tous les deux sont ici à la fois précoces et politisés. En 1914, le Var est le premier département français pour le nombre des coopératives (35 vinicoles, 9 oléicoles, 3 vinicoles et oléicoles), le deuxième pour le nombre de syndicats (110 et 11.000 syndiqués)³¹. En contrepartie, les organismes syndicaux, vivant surtout au niveau communal, sont petits et fragiles (185 créations entre 1885 et 1914, mais 110 syndicats seulement en 1914 ; un quart des syndicats ne dépasse pas le lustre ; 69 % ont moins de 100 adhérents en 1890 et 66 % en 1914), victimes de la rivalité destructrice entre « Rouges » et « Blancs », qui pousse à la multiplication des créations. Certes, le syndicalisme agricole est né à droite, souvent d'ailleurs à partir de

28. Le Cercle radical du Muy est aussi le comité électoral radical en 1889. L'Union républicaine de Cuers, le Cercle démocratique de Sanary jouent le même rôle en 1881.

29. Voir le discours de Chambéry, 22 septembre 1872. cité in P. BARRAL, *Les fondateurs de la III^e République*. Paris, A. Colin, 1968, p. 118.

30. Par là les cercles se dévoilent aussi comme un exemple de ces permanences ajustées à la Modernité qui les renouvelle, accueillant et suscitant des réactions communes, parfois anciennes mais sans cesse actualisées, J.-P. FERRIER, Y. RINAUDO, A. TORRE-GROSSA, « Le Var, Permanences et Modernité », dans *Cahiers de la Méditerranée*, juin 1981.

31. Y. RINAUDO, « Syndicalisme agricole de base : l'exemple du Var au début du XX^e s. », dans *Le Mouvement Social*, juillet-septembre 1980.

cercles blancs, et sous l'influence de l'Union des Alpes et de Provence³². Mais ce « syndicalisme de marquis » a dû compter avec son rival de gauche, impulsé par les professeurs d'agriculture. Pour se borner à l'exemple typique, à Montfort-sur-Argens s'opposent le Syndicat agricole, de droite (fondé en 1900 par Lucien Fret de l'Union des Alpes et de Provence), et le Syndicat de défense agricole et viticole suscité en 1906 par le député socialiste de l'arrondissement, Octave Vigne, viticulteur à Montfort. La situation est identique à Entrecasteaux, à Carcès... L'Union syndicaliste de l'arrondissement de Brignoles éclatera elle aussi en 1905, sous l'impulsion du professeur d'agriculture Vernet, un « socialiste ». Aux cercles blancs et aux marquis, initiateurs du syndicalisme, s'opposent ainsi l'École et ses serviteurs républicains, promoteurs d'une riposte de gauche pour un enjeu politique évident : s'assurer le ralliement solide des campagnes.

C'est aussi ce qui anime l'effort des socialistes en faveur des coopératives. Celles-ci, en effet, naissent à gauche, et largement grâce aux initiatives de la nouvelle gauche. Pour rester à Montfort, la première cave est socialiste (La Montfortaise, février 1908) et, ce coup-ci, la droite est en retard... de trois mois (La Vigneronne est créée en mai 1908). Ce fut, en quelque sorte, la conclusion d'une longue et vive rivalité, commencée avec la première création syndicale et poursuivie dans les domaines du crédit et des assurances (décembre 1902, caisse de crédit blanche, et mars 1905, caisse d'assurance contre la mortalité du bétail ; les rouges rétablissent l'équilibre en 1906).

Ces caves, qui contribuent encore au développement du crédit agricole, incitent à la gestion économique commune. Certains, les socialistes et Vigne en particulier, les conçoivent même comme une voie d'accès au pouvoir économique, et non pas seulement comme une formule de sauvetage de la viticulture locale. Pourquoi ne seraient-elles pas de véritables écoles de socialisme pratique au bénéfice de populations paysannes si peu « capitalistes » ? Le socialisme rural bâtit largement son influence sur elles. O. Vigne, en particulier, leur doit sa solide implantation électorale depuis le début du XX^e siècle³³.

*
* *

32. A Rians 1894, Trans 1895, Lorgues 1895... à partir de l'apostolat de Léonce de Villeneuve-Trans, fondateur de L'Union des Syndicats Agricoles de Provence, président de l'Union des Alpes et de Provence (U.A.P.) ; sur l'U.A.P., voir *Le Mouvement Social*, avril-juin 1969 (G. GARRIER, « L'Union du S.E. des syndicats agricoles »).

33. Il faudrait comparer aussi avec les caves « socialistes » de l'Hérault : J. SAGNES, *Le mouvement ouvrier en Languedoc*, Toulouse, 1980.

Le vieil esprit d'association se retrouve donc, en cette fin du XIX^e siècle, sous une forme modernisée, et finalement vivifié par les luttes politiques qui le traversent. Certes, l'association ne signifie pas automatiquement la gauche. Mais, ici, sans aucun doute, elle en est un vecteur puissant, particulièrement efficace dans un contexte social favorable et durable, devenu l'assise d'une véritable « démocratie paysanne » (P. Barral). En définitive, le mouvement associatif apparaît comme l'expression institutionnalisée d'une sociabilité enracinée et volontiers égalitaire, solidement reliée dans le temps à la forte présence d'usages communautaires, eux-mêmes profondément intériorisés³⁴.

Ainsi s'est précisée et complétée une structure originale et dominante de sociabilité qui peut être qualifiée d'horizontale, rassemblant ses adeptes sans les hiérarchiser, si ce n'est de leur propre volonté et pour un temps limité. Elle s'est déployée à l'aise à la fin du XIX^e siècle, dans un espace villageois particulièrement accueillant, remodelant l'héritage qu'elle tenait de sa propre histoire. En même temps, dépassant ses limites institutionnelles, elle se confortait, se retrouvait et s'exprimait dans une communion autour de nouveaux repères unitaires de la gauche, qui tiraient leur force de leur symbolisme idéologique.

III. - L'ESSOR D'UNE SYMBOLIQUE DE GAUCHE

Plus ou moins explicite, une symbolique de gauche traverse tout un ensemble de références qu'elle valorise et associe pour assurer une imprégnation idéologique sans cesse proposée au grand jour.

1) Cette forme de propagande s'exerce d'abord, bien sûr, au niveau directement politique : 1789 qui fonde la démocratie politique, 1848 qui tente de lui donner une dimension sociale, 1851 enfin, qui mobilise les ruraux pour la défense des libertés, page de gloire de l'histoire républicaine locale, sont pour la gauche varoise, les références obligées et même vécues, pour les plus récentes³⁵. Elles imposent l'image d'une République politique et sociale, généreuse et avancée. Ici, s'enracine historiquement cette conviction qui classe l'homme de gauche : la République ne peut être que dynamique et combattive, incapable de reculer ni même de s'arrêter. Elle avance toujours et unit indissolublement la Démocratie et le Progrès. C'est en fait un véritable mythe qui se met en place, avec sa force mobilisatrice mais aussi ses contraintes rigides. Qui ne souscrit pas ou plus à ce dualisme activiste ne peut prétendre être de gauche. Quel meilleur exemple à cet

34. Et dont les traces se lisent encore aujourd'hui, dans la chasse par exemple.

35. Un des cas les plus typiques étant celui du député républicain de 1871 et 1876. Paul Cotte, « martyr du 2 décembre », préfet du 4 septembre, élu de l'arrondissement de Draguignan.

égard que le destin de Clemenceau dans l'imaginaire de la gauche varoise ?³⁶. Au temps du radicalisme conquérant, le député Clemenceau pouvait être perçu comme l'image idéale et incontestée de la République du Progrès. Son adhésion à la gauche révolutionnaire et à 1848, son militantisme républicain sous le Second Empire étaient, à la fois, l'hommage attendu à la gloire de la République et le brevet indispensable à tout homme de gauche. Son courage physique, encore démontré lors de la difficile et infructueuse campagne électorale de 1893, ses talents d'orateur, sa vitalité spectaculaire y ajoutaient encore leur dose de séduction. Mélange percutant de Verbe et d'Action, Clemenceau avait alors tout pour rallier des citoyens sensibles au geste spectaculaire dès lors qu'il traduisait leurs convictions. Dépasant la personne et la fonction transitoire du député, Clemenceau pouvait alors accéder au rang de mythe expressif de la République en marche, la seule vraie République pour la gauche varoise. Mais quand, par la suite, il fut devenu homme de pouvoir, son image se ternit sensiblement : s'il avait combattu pour la démocratie politique et séduit un temps la gauche locale, ses réticences, puis son opposition musclée devant le Progrès proposé par le jeune socialisme, le rejetèrent dans le camp des conservateurs. Clemenceau fut donc récusé par la nouvelle gauche. Mais son passé prestigieux lui assurera cependant la mansuétude nostalgique qui fait les beaux souvenirs : le Clemenceau de 1880, incarnation particulièrement réussie de la République alors souhaitée, occupe toujours une place dans la sensibilité de la gauche locale, mince strate idéologique déposée par l'histoire de l'extrémisme varois.

2) C'est encore plus directement et plus communément que cette sensibilité de gauche se trouvait sollicitée et confortée par les messages muets inscrits au cœur du décor villageois. Plus ou moins riche selon les lieux, celui-ci s'articulait alors autour de trois types de constructions, à vocation pédagogique, successivement implantées par la III^e République : les maisons d'école, les fontaines à Marianne et les caves coopératives.

a) Les maisons d'école³⁷, qui se multiplient pour respecter l'obligation scolaire de 1882, deviennent, à la fin du siècle, un nouveau point d'ancrage pour la sensibilité de gauche. Auréolées du double prestige de la culture libératrice et de leur nouveauté, elles proposent une leçon muette mais durable — éternelle pour leurs promoteurs —, unanime et irréfutable. Livre de pierre, l'école délivre son message-spectacle à tous, tous les jours. C'est d'abord le choc visuel qui induit plus ou moins vite une lecture politique. La répartition des volumes du modèle le plus fréquent (deux ailes

36. Etude à paraître.

37. J.-P. FERRIER, Y. RINAUDO, « La maison d'École et la maison-école : les voix silencieuses du Savoir », Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine, Colloque de Bendor 1981, à paraître dans *Les Cahiers de la Méditerranée*.

basses encadrant le môle central, plus élevé, qui abrite souvent la mairie dans les petites communes), l'ordonnance rigoureuse des façades où s'ouvrent de nombreuses fenêtres, suggèrent l'Ordre éclairé, réplique de la Culture qui se dispense à l'intérieur. C'est aussi la leçon d'une Beauté et d'un Confort matériel qui font rêver les usagers du bâti traditionnel villageois (entassement et obscurité). De son côté, l'emplacement précis du nouveau bâtiment ne peut laisser indifférent. Centrale et associée à la mairie, proche de l'Église, la maison d'école s'impose comme l'image de la nouvelle alliance du Savoir et du Pouvoir, face à l'ancienne filiation où la Foi était plus proche du Savoir. Le choix d'un lieu plus excentré, pour des raisons de commodité, signifie aussi une volonté de rupture avec le passé : il valorise, souvent aux dépens de l'église, un quartier nouveau et ainsi inscrit l'École dans une perspective résolument moderne.

Au-delà des impressions directes, encore renforcées par la taille (souvent la construction la plus importante du village après l'église) et le coût des bâtiments, c'est donc toute une leçon *politique* qui est proposée et imposée, centrée sur le jeu Pouvoir/Savoir. La contiguïté de la Mairie et de l'École, c'est-à-dire du Pouvoir républicain et de la Culture libératrice, s'interprète aisément : la République ouvre les portes du Savoir, c'est-à-dire du Progrès et, en même temps, pour son plus grand profit, elle réaffirme sa perpétuelle capacité d'espérance : du Savoir au Pouvoir, la distance est courte... Telle est la leçon, en forme de boucle logique, immuablement répétée et mise en scène par la maison d'école.

Ce message, nationalement diffusé, est particulièrement bien reçu dans ce pays si sensible à la forme spectaculaire, voire ostentatoire. Sa présence dans la majorité des communes, sa transparence et aussi sa relative précocité (souvent avant la Marianne et presque toujours avant la cave coopérative) lui assurent une place éminente dans l'exposé théâtral d'un catéchisme de gauche appelé à s'enrichir.

b) Les Mariannes, en buste ou en pied, souvent associées aux fontaines, sont en effet un deuxième pôle politique du décor villageois. M. Agulhon en a bien montré la valeur propagandiste, plus ou moins avancée. Je voudrais cependant insister ici sur l'ambition d'atteindre une clientèle spécifique, jusque là écartée ou non sollicitée ouvertement : les femmes, pour qui la fontaine, dispensatrice d'une eau que son caractère vital et sa rareté sacralisent encore davantage, appartient alors à l'espace du quotidien domestique. La gauche au pouvoir perçut très vite l'intérêt de ce carrefour prestigieux, en quelque sorte l'autel villageois où la société féminine vient communier tous les jours. Ce n'est pas un hasard si adduction d'eau et érection de fontaines se multiplient alors. Et souvent l'agencement du réseau est ouvertement missionnaire : sur la place, proche de la Mairie, la

« fontaine monumentale »³⁸, surtout lorsqu'elle est sommée de la Marianne, récupère et capitalise le Progrès au profit d'une République qui l'inscrit dans la pierre. Les municipalités, les notables divers, le Préfet parfois, qui l'inaugurent avec tout le faste local possible, ne s'y sont pas trompés et le firent savoir. Déjà, en 1889, un certain nombre de Mariannes furent inaugurées pour le centenaire de la Glorieuse Révolution (Vidauban, Le Luc...). A Néoules, la municipalité se contente d'une inscription sur le socle de la fontaine mariannisée, celle-ci du moins est sans équivoque « A la gloire de la République », et la fontaine est installée sur la place de la Liberté (30 avril 1895). Certains furent beaucoup plus explicites. A Vidauban, le Préfet oppose l'eau de la République aux coûteux travaux réalisés par la Monarchie au profit de quelques fortunés : « Aujourd'hui, les canalisations d'eau attestant le triomphe des idées d'Égalité et de Fraternité vont apporter sur toutes les places publiques et au foyer de tous les citoyens la boisson pure, soigneusement captée aux sources les plus limpides, autrefois réservées à la satisfaction exclusive et même aux caprices de quelques-uns... » On ne saurait mieux associer la République généreuse au Progrès égalitaire et fraternel. Cependant, ajoute le Préfet, « ce n'est pas au moyen de plans aussi vastes que chimériques que les progrès se réalisent et que s'améliorent les sociétés ! C'est par la loyale et clairvoyante combinaison de ces deux pensées également profondes : le respect de l'individu et l'idée de la solidarité humaine ; c'est au moyen de l'application, dans un sentiment de bienveillance sociale et pour l'utilité du plus grand nombre, de toutes les conquêtes de la science en tant qu'elles peuvent servir à défendre les faibles, à soulager la misère imméritée et à protéger la vie humaine » : la dynamique du Progrès, nourrie de liberté et de solidarité, n'est quand même pas le grand chambardement socialiste³⁹.

Le 25 mars 1914, le conseil municipal de Flassans s'adresse au Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts et demande « un buste de la République pour être placé sur la fontaine monumentale de l'Hôtel de Ville, en vue de perpétuer le souvenir de l'alimentation en eau potable de la commune de Flassans et faire revivre dans le cœur des générations les bienfaits du gouvernement de la République »⁴⁰. A cette date, l'eau et la République forment déjà un couple consacré et finalement banalisé par l'histoire à tel point même que le rappel des « bienfaits » du régime s'impose pour édifier les jeunes générations : le rôle pédagogique de la Marianne ne peut être plus clairement affirmé. C'était d'ailleurs la mission implicite de la Marianne de Méounes (1905) : sommant la fontaine, vis-à-vis de l'École, elle répétait

38. Les projets et plans de l'époque distinguent toujours clairement des fontaines ordinaires et bornes-fontaines, la fontaine « monumentale », pièce maîtresse du réseau, de construction soignée et à prétention esthétique et ostentatoire.

39. A.D.V. 2 0 151/5, avril 1897, adduction d'eau.

40. Id. 2 0 57/5-6.

publiquement et avec bonheur le message exaltant de l'alliance du Progrès et de la Culture sous l'égide de la République.

L'histoire de la monumentale « Marianne » de Besse est aussi très riche ⁴¹. L'initiative vient du maire, Alexandre Souleyet ⁴². Membre du conseil municipal depuis 1848, emprisonné et Proscrit de 1851, chef de l'opposition au plébiscite de 1870, président du Comité de Résistance au « Coup d'Etat » de Mac Mahon (1877), c'est un peu l'histoire vivante de la gauche varoise. Incarnation de la résistance au Césarisme et à la Réaction, il est maintenant la République en action, le Progrès qui se matérialise par l'érection de trois fontaines dont une monumentale (adjudication du 21 février 1891). Le 6 septembre 1891, *Le Petit Var* rend compte de l'inauguration des fontaines... « Arrivons en effet sur la place et nous verrons se dresser devant nous une fontaine monumentale surmontée d'une magnifique statue : la Liberté éclairant le monde.

Cette statue, d'une hauteur de 3,70 m, d'une allure fière et douce, porte sur ses lèvres un sourire agréable, rappelant à chacun la noble devise républicaine : Liberté, Egalité, Fraternité. elle tient à sa main gauche un flambeau, à sa droite, reposant à ses pieds, le grand livre où sont écrits les droits du citoyen, et à sa ceinture une épée.

La mise en place de la statue sur son piédestal s'est fait le lundi 31 août. A midi, nos nobles ouvriers plaçaient la « Liberté » aux applaudissements de la foule et aux cris de « Vive la République »...

Une fête pour la célébration des fontaines sera célébrée le 20 septembre, veille de notre foire.

« En terminant, disons que tout le monde profitera de la fête, et que la Liberté qui a été placée sur notre fontaine y restera encore longtemps car elle seule fait l'union, la force et le progrès du peuple... ». En fait, cette « Liberté éclairant le monde », pour tous c'est — alors et aujourd'hui — la République, Marianne, fêtée pour son anniversaire, le 20 septembre, veille de la foire, heureuse coïncidence... Somptueuse et calme, forte (La Loi, le Droit et l'Épée de la République) et émancipatrice (la Lumière), elle impose l'image glorieuse d'une République puissante, sereine et généreuse pour l'éternité ⁴³.

Dernier exemple qui, en fait, ressemble davantage à une résurgence : le 13 juillet 1936, Grimaud célèbre le cinquantenaire de la station de pompage de la fontaine. Par le choix de la date, qui prélude heureusement au 14 juillet du Front Populaire, cette fête de l'eau illustre tardivement la déjà longue association de la gauche et du Progrès.

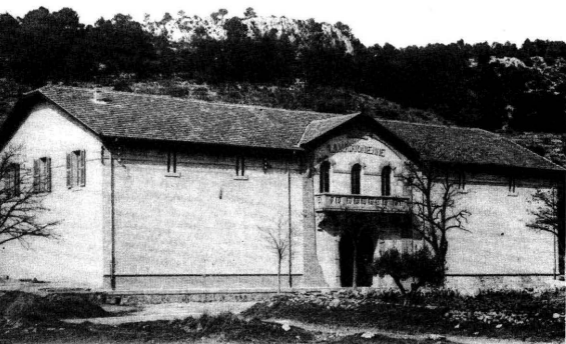
41. Id. 2 0 19/5.

42. La place du Piadon, où a été érigée la Marianne, porte aujourd'hui le nom du maire.

43. La guerre de 14-18, puis l'occupation allemande de 40-44, valoriseront davantage l'aspect patriotique aujourd'hui dominant.

Ainsi, l'eau de la fontaine mariannisée, signe le plus tangible du progrès au quotidien, devient l'eau de la République. Un espace largement féminisé se trouve investi d'un message politique. La multiplication des Mariannes, cette « mariannolâtrie » qui hérite sans doute d'une ancienne mariolâtrie, joue dès lors en faveur du régime, bénéficiaire d'une reconnaissance unanime qui, elle-même, renforce la solidarité républicaine du village. L'alliage alors fondu, que des gloires locales comme Souleyet ancrèrent solidement dans l'histoire varoise de l'Emancipation et du Progrès, prit ainsi la force d'un mythe que 36 puis 45 purent encore réactiver⁴⁴.

c) Fin août 1913, le sénateur radical-socialiste Martin, le député P.S.U. de Brignoles, Octave Vigne, le conseiller général Blanc et la municipalité de Seillons assistent à la double inauguration de la Marianne de la fontaine et de la cave coopérative (*Le Petit Var*, 28 août 1913).



2477. CABASSE (Var) — La Matavonienne, cave coopérative

*Un exemple d'architecture paysanne militante :
la Matavonienne de Cabasse, 1912.*

44. A Villecroze, la Marianne, enlevée par les Allemands, fut alors remise en place. Mais, aujourd'hui, on envisage, à Méounes, de reléguer ailleurs (dans les caves de la Mairie, 1981), la Marianne de la place de l'École.

Ce jumelage — il en existe sans doute d'autres exemples — est révélateur. Tous le savent, les coopératives sont nées à gauche et la présence de Vigne, leur apôtre, est là pour le rappeler. Lier les deux inaugurations, c'est donc rappeler et répéter pour l'Histoire qui se dira et qui s'écrira cette autre forme de l'union de la Gauche et du Progrès. L'épisode échappe dès lors à l'anecdote pour devenir la mise en scène d'une vérité idéologique qu'il faut proclamer d'autant plus fortement que toutes les coopératives ne sont pas rouges. A ce titre, comme la maison d'école naguère, le nouveau bâtiment doit s'imposer au regard, compensant ainsi sa position moins favorable dans la géographie des pouvoirs : la cave n'est pas sur la place mais à l'entrée du village, sur une grande route (Camps), ou près de la gare (Vidauban, 1912 ; Le Luc, 1911). Elle annonce massivement, elle aussi, que le progrès est à gauche. C'est un peu la maison d'école des viticulteurs : le modernisme des techniques et des « machines », contrôlé et géré par les producteurs, répond à l'enseignement des « lumières ». Il arrive même que la fierté des réalisations se double d'une volonté pédagogique à usage des étrangers à la coopérative : le bâtiment, austère et quasi aveugle, s'éclaire d'une façade glorieuse, plus ou moins explicitement démonstrative. Elle porte, peint ou gravé dans la pierre, le nom choisi, évocateur de la fonction libératrice de la coopération. A Saint-Maximin, elle est seulement l'Amicale (1912) et à Vinon, Le Trait d'Union (1914). Mais à Rougiers c'est déjà La Fraternelle (1913), comme à Pourrières (1912), à Bras, les Travailleurs (1909), à Entrecasteaux, La Solidarité (1908), à Néoules, l'Indispensable (1908) et à Besse, l'Emancipatrice (1912). Celle de Cabasse (1912) se distingue surtout par une certaine recherche dans sa belle façade : c'est aussi le symbole de la prospérité de l'institution... A Camps, la leçon est donnée en deux temps. La coopérative viticole, la première du Var, a été créée en 1906 par le maire radical-socialiste, le maréchal-ferrant Marcellin Marin, celui-là même qui, en 1903, avait solennellement mariannisé la fontaine de la Grand-Place. Jouxant le cercle radical-socialiste L'Avenir, que le maire connaît bien, elle s'est rapidement agrandie. Le bâtiment neuf s'organise rationnellement et « pédagogiquement » : le cadran solaire marque l'heure du réveil paysan et, pour que la leçon soit claire, quelques vers l'explicitent :

Passant
 Aquéou cadran
 marqo l'aoubo nouvello
 Reveilli ti paysan
 et douarbi la parpello

Enfin, au niveau inférieur, comme une conclusion à la leçon donnée plus haut, une formule propose : Union-Solidarité. La première coopérative était moins « parlante », incluse dans un bâtiment villageois mal adapté. La construction nouvelle hérite de l'esprit des fondateurs de gauche et distille la leçon : solidarité et vigilance sont des gages de prospérité.

Certes, il s'agit de coopératives viticoles, les oléicoles étant beaucoup moins spectaculaires et explicites (au niveau des bâtiments). Certes encore, les délicats problèmes de gestion occulteront rapidement l'engagement politique. La coopérative de Camps, elle-même, adhère, dès 1908, à la catholique et conservatrice Union des Alpes et de Provence. Mais dans l'imaginaire paysan et varois d'alors et d'aujourd'hui, la coopérative, très étroitement liée à la République qui l'avait favorisée, reste fortement marquée à gauche. Parfois même, elle s'impose encore comme un rare exemple d'architecture militante paysanne.

*
* *

L'existence d'une sensibilité de gauche, méditerranéenne et plus précisément provençale, est depuis longtemps reconnue. Les résultats électoraux, entre autres, sont là pour la prouver. Sa précocité et sa permanence renvoient à des réalités autrement précises que le vague « tempérament » latin, peu ou prou anarchiste, avancé par bien des observateurs. Sans oublier le terreau d'une structure socio-professionnelle favorable, l'« extrémisme » s'est appuyé au XIX^e siècle sur la présence et le fonctionnement d'un ensemble de mécanismes qui l'ont ensuite entretenu et conforté dans une perpétuelle dynamique. Les vieilles pratiques communautaires enfouies sous le quotidien et les ajustements multipliés des institutions associatives ont animé et préparé, au cœur d'un village accueillant, l'apprentissage et l'exercice locaux de la démocratie, toujours associée au progrès. Leur durée leur a conféré une apparence de véritables structures, dont l'esprit, sinon la forme, variait peu. Cet héritage modernisé s'est progressivement enrichi d'un stock de symboles éloquents. Leur mise en scène théâtrale — emplacement, architecture, inauguration — les intègre spectaculairement au décor villageois. En même temps, elle assure, partout et pour tous, la répétition quotidienne d'une leçon à la gloire de la République, source de Démocratie et de Progrès. Maison d'école, Marianne et cave coopérative, témoignent ainsi, chacune à leur manière, d'un militantisme politique par la pierre, ici et alors particulièrement bien reçu. C'est peut-être à la veille de la première guerre mondiale que ce jeu de comportements sociaux et d'une symbolique militante a fonctionné le plus parfaitement. Dans une société assise sur des bases égalitaires, il a pu porter à son épanouissement une sensibilité politique de gauche déjà ancienne. En même temps, il illustre une modernité provençale, présente aussi ailleurs et autrement.

Yves RINAUDO,